

COMMISSIE VOOR DE  
VOLKSGEZONDHEID, HET  
LEEFMILIEU EN DE  
MAATSCHAPPELIJKE  
HERNIEUWING

van

WOENSDAG 21 JANUARI 2009

Voormiddag

COMMISSION DE LA SANTE  
PUBLIQUE, DE  
L'ENVIRONNEMENT ET DU  
RENOUVEAU DE LA SOCIETE

du

MERCREDI 21 JANVIER 2009

Matin

La séance est ouverte à 10.17 heures et présidée par Mme Muriel Gerkens.  
De vergadering wordt geopend om 10.17 uur en voorgezeten door mevrouw Muriel Gerkens.

**01** Question de Mme Marie-Martine Schyns au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la toxicité des produits utilisés au quotidien" (n° 9780)

**01** Vraag van mevrouw Marie-Martine Schyns aan de minister van Klimaat en Energie over "de toxiciteit van producten voor dagelijks gebruik" (nr. 9780)

**01.01** **Marie-Martine Schyns** (cdH): Monsieur le ministre, nous avons déjà eu l'occasion de parler de manière générale de la protection des consommateurs contre la toxicité de certains produits. De nombreuses études européennes tiennent pour avérée une affirmation selon laquelle des substances chimiques contenues dans certains produits quotidiens présentent un réel danger pour la santé humaine.

J'ai interrogé en commission la ministre Onkelinx sur le bisphénol A, qui serait responsable de malformations ou de perturbations endocriniennes assez graves qui empêcheraient le développement normal du fœtus. Les parabènes, utilisés dans les aliments en raison de leurs propriétés antibactériennes, seraient soupçonnés d'intervenir dans le développement des cellules cancéreuses. Les solvants organiques présents dans la peinture murale, qui libèrent des gaz toxiques, entraîneraient des dysfonctionnements respiratoires. Une directive européenne en limite l'emploi.

Enfin, une étude récente de l'Institut flamand de recherches technologiques affirme que les polluants présents dans le sang de la mère représentent un risque pour le nouveau-né.

Comment allez-vous utiliser ces informations dans votre réflexion liée au Printemps de l'environnement? Une action concertée et globale semble nécessaire.

Une campagne d'information et de sensibilisation au principe de précaution est-elle prévue en ce domaine? Plus précisément, ne pourrait-on pas labelliser les produits dangereux pour le développement du fœtus?

**01.02** **Paul Magnette**, ministre: Madame Schyns, il est clair que les substances chimiques dangereuses contenues dans certains produits doivent être réglementées et que le consommateur doit en être informé. Aussi, l'utilisation du bisphénol A dans la fabrication de matériaux en polycarbonate destinés au contact alimentaire, tels que les tétines des biberons, est réglementée de manière spécifique par un arrêté royal du 3 juillet 2005, fixant une limite de migration stricte pour le bisphénol A.

Un rapport d'évaluation des risques, étayé par des tests toxicologiques supplémentaires et de l'information sur l'exposition, a été finalisé en 2008. Il a été accepté officiellement au niveau européen et sera très bientôt publié.

En ce qui concerne la question des parabènes, seuls certains d'entre eux, le paraben méthylique et éthylique, sont autorisés dans certains aliments après avis positif de l'EFSA, ce qui signifie qu'il n'y a aucun

risque pour la santé publique si les conditions d'utilisation autorisées sont bien respectées. Il est évident que seuls des additifs sûrs sont autorisés. S'il n'est pas nécessaire d'apposer d'avertissement sur l'étiquette, le consommateur sera toutefois informé au moyen de la liste des ingrédients.

Dans les produits cosmétiques, la teneur en parabènes est réglementée par un arrêté royal du 15 octobre 1997 relatif à ces produits. La quantité de parabènes y est strictement limitée. La réglementation relative aux produits cosmétiques impose, en outre, une évaluation de la sécurité pour la santé humaine de chacun de ces produits mis sur le marché. Cette évaluation doit prendre en compte le profil toxicologique de chaque ingrédient, les interactions possibles entre eux et les caractéristiques d'exposition. L'ensemble de ces dispositions permet de garantir la sécurité des produits mis sur le marché.

Enfin, comme vous le savez, je m'attèle à renforcer les mesures préventives pour limiter la présence de substances, notamment chimiques, dans les produits ou leurs émissions. Un plan de lutte contre la pollution de l'air extérieur et intérieur est actuellement soumis à consultation et sera transmis au gouvernement au printemps 2009. Une combinaison d'instruments de régulation et d'incitants est proposée pour réduire les risques et l'impact sur la santé, notamment des matériaux de construction, des colles, des peintures, des détergents, des appareils de chauffage d'appoint, etc. Une campagne d'information sur la problématique de l'environnement intérieur en lien avec la mise sur le marché de ces produits est d'ores et déjà prévue en parallèle pour le premier semestre 2009.

**01.03 Marie-Martine Schyns** (cdH): Monsieur le ministre, je vous remercie. Je dispose ainsi de plusieurs éléments de réponse dont certains, notamment la campagne d'information sur l'environnement intérieur, avaient été évoqués la semaine dernière.

Par contre, je n'ai pas obtenu de réponse à la question précise relative à une labellisation ou à une prévention pour tout ce qui concerne le développement du fœtus. Dois-je interroger la ministre Onkelinx à ce sujet ou pouvez-vous me donner quelques précisions? A-t-on prévu quelque chose de particulier?

**01.04 Paul Magnette**, ministre: Rien de particulier n'est prévu à l'heure actuelle, mais nous pourrions y réfléchir.

*L'incident est clos.*  
*Het incident is gesloten.*

**02 Question de Mme Marie-Martine Schyns au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'éventuelle nocivité des ampoules économiques" (n° 9782)**

**02 Vraag van mevrouw Marie-Martine Schyns aan de minister van Klimaat en Energie over "de eventuele schadelijkheid van spaarlampen" (nr. 9782)**

**02.01 Marie-Martine Schyns** (cdH): Monsieur le ministre, l'Union européenne a soumis les ampoules à économie d'énergie à l'observation du SCENIHR (Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks), l'un des comités scientifiques européens. D'après les résultats, certaines ampoules économiques sont potentiellement dangereuses et provoqueraient notamment l'aggravation de maladies dermatologiques.

De plus, les ampoules fluorescentes à enveloppe unique ne filtreraient pas les rayons violets. Une exposition prolongée approcherait la limite d'exposition aux ultraviolets qui est fixée en milieu du travail pour protéger les travailleurs de lésions de la rétine et de la peau.

Enfin, des scientifiques français, appartenant notamment au Centre français de recherche et d'information indépendantes sur les rayonnements électromagnétiques, auraient constaté dans certaines conditions que l'exposition à ces lampes pourrait engendrer une pollution électromagnétique importante. Les normes européennes déconseillent de s'exposer à un rayonnement supérieur à 28 volts par mètre et ce rayonnement serait dépassé dans certains cas. On conseille notamment de les éviter sur les tables de chevet, etc.

Monsieur le ministre, avez-vous pris connaissance de ces rapports? Certaines ampoules sont-elles plus nocives que d'autres? Des recommandations particulières sont-elles envisagées pour les consommateurs?

**02.02 Paul Magnette**, ministre: Madame, j'ai pris connaissance de ce rapport du comité SCENIHR, qui mentionne des symptômes sur plus ou moins 250.000 personnes, allant en effet jusqu'à une extrême photosensibilité. Ces symptômes peuvent s'aggraver à proximité de lampes fluocompactes à cause des émissions d'ultraviolets.

La proposition législative de la Commission européenne relative à l'écodesign prévoit que les lampes fluocompactes à usage domestique minimisent ces émissions d'ultraviolets. De cette manière, les performances de ces lampes seront harmonisées sur le marché européen.

La problématique de la photosensibilité peut en grande partie être résolue du point de vue technique par un deuxième revêtement. La position que je défends à l'occasion de ce débat sur le texte européen est que les informations pour les consommateurs doivent en outre figurer sur l'emballage.

**02.03 Marie-Martine Schyns** (cdH): Concernant la photosensibilité, je suppose que vous parlez de l'exposition aux rayons ultraviolets. Je suis très contente d'apprendre qu'au niveau de la directive, des précautions seront prises et qu'un débat aura lieu.

Concernant les ondes électromagnétiques, d'autres principes de précaution seront-ils pris?

**02.04 Paul Magnette**, ministre: L'étude en question ne porte pas sur cet aspect. Mme Onkelinx se charge d'examiner cette problématique.

**02.05 Marie-Martine Schyns** (cdH): Je pense que Mme Snoy et d'Oppuers s'en occupe également. Nous verrons donc cela avec Mme Onkelinx.

La **présidente**: Plusieurs questions ont déjà été posées sur les ampoules économiques. Je vous conseille de rechercher ces différentes questions et réponses, car diverses études y ont été citées. Si vous n'y trouvez pas réponse à votre question, vous poserez une nouvelle question.

*L'incident est clos.*

*Het incident is gesloten.*

**03 Question de M. Bruno Van Grootenbrulle au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les ampoules à basse consommation généralisées d'ici 2010" (n° 10021)**

**03 Vraag van de heer Bruno Van Grootenbrulle aan de minister van Klimaat en Energie over "de algemene invoering van spaarlampen tegen 2010" (nr. 10021)**

**03.01 Bruno Van Grootenbrulle** (PS): Monsieur le ministre, l'Union européenne a décidé, ce 8 décembre 2008, de réglementer l'usage des ampoules à filament dès 2010, date à partir de laquelle ces ampoules seront progressivement retirées du marché en fonction de leur puissance.

S'il est évident que la nouvelle génération d'ampoules dites "à basse consommation" est fortement avantageuse quant à sa consommation énergétique et à son impact sur l'environnement, plusieurs questions demeurent en suspens quant à son coût et son recyclage. En effet, même si la durée de vie de ces nouvelles ampoules est largement supérieure à celle des ampoules ordinaires que nous utilisons encore récemment dans la plupart de nos bâtiments, force est cependant de constater que le prix les sanctionnant est également plus élevé que celui attribué aux ampoules à filament.

De plus, une inquiétude émise par nombre d'associations actives dans le domaine de l'environnement concerne les résidus de mercure présents dans ces ampoules à faible consommation. Enfin, certaines études ont également démontré des effets nocifs de ces ampoules de nouvelle génération, notamment sur les personnes souffrant de problèmes cardiaques et étant porteuses d'un pacemaker, en raison du rayonnement électromagnétique émanant de celles-ci. Je rejoins sur ce point les propos émis par Mme Schyns.

Monsieur le ministre, peut-on envisager une digression progressive des prix appliqués dans le secteur de l'énergie en raison des prix plus élevés des nouvelles ampoules dites "à basse consommation"?

Qu'en est-il des mesures envisagées dans le cadre d'un recyclage adéquat de ces nouvelles ampoules caractérisées par la présence de mercure dans leur composition? Une information plus précise de notre population à ce sujet est-elle envisagée?

Quid des supposées ondes électromagnétiques émanant de ces nouvelles ampoules? Certaines recommandations seront-elles émises par rapport au rayonnement issu de l'usage de ces ampoules? Il semble que des mesures importantes devraient être prises si l'on se réfère aux constatations selon lesquelles ces ampoules à faible consommation émettent un rayonnement supérieur à 150, voire 200 volts/mètre alors qu'il est conseillé de se situer à plus de 2 mètres de celles-ci pour obtenir un rayonnement identique aux ampoules classiques incandescentes, soit 1,5 volt/mètre.

**03.02 Paul Magnette**, ministre: Monsieur Van Grootenbrulle, les ampoules économiques sont, en effet, un outil utile de réduction de la consommation d'énergie. Elles permettent de réduire jusqu'à 80% la consommation d'énergie par rapport aux ampoules incandescentes. Ce faisant, elles permettent aussi une réduction des émissions de CO<sub>2</sub> à l'horizon de 2020. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle les ampoules à incandescence seront interdites en vertu de la nouvelle législation européenne à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2012.

Ceci étant, il est vrai qu'une ampoule à incandescence ne coûte qu'environ 60 centimes, alors qu'une ampoule de substitution – que ce soit une ampoule halogène efficace label B ou une ampoule économique label A – coûte entre 2 et 12 euros, en moyenne 10 fois plus cher qu'une ampoule à incandescence. Il faudra donc que ces prix diminuent à l'avenir. Dans cette optique, j'ai demandé, lors du dernier Conseil européen de l'Énergie, que la Commission veuille bien faire des propositions visant, par exemple, à baisser la TVA sur les produits économiseurs d'énergie.

Par ailleurs, le consommateur doit être mieux informé sur les économies réalisées en termes de consommation électrique qui font que le coût total que représente, pour l'ensemble de sa durée de vie, un produit de substitution reste inférieur au coût d'une ampoule classique. On sait que les consommateurs, au moment de faire un achat, font surtout le calcul immédiat et non pas le calcul total. Pour cette raison, il faut essayer d'intégrer ce type de raisonnement dans les comportements des consommateurs.

Étant donné les importantes économies d'énergie réalisées, la réduction des émissions de mercure émises lors de la production d'électricité à partir du charbon, compense largement le fait que du mercure se trouve en faible quantité dans ces ampoules économiques. Enfin, les DEL ou les LED constituent une technologie d'éclairage efficace qui ne comporte pas du tout de mercure. La faisabilité technique de cette technologie novatrice doit néanmoins encore être vérifiée avant d'être généralisée.

La raison de l'inquiétude provient principalement de la communication du CRIIREM, le Centre de Recherche et d'Information Indépendantes sur les Rayonnements ElectroMagnétiques. D'après cette communication, les ampoules économiques généreraient des champs électromagnétiques suffisamment puissants pour perturber les personnes et les dispositifs médicaux implantables. L'analyse précise des fréquences émises par ces ampoules, effectuée par l'Organisme belge des technologies VITO de la Région flamande et par des chercheurs suisses, a démontré que ces ampoules génèrent, d'une part, des fréquences extrêmement basses de 50 Hz et, d'autre part, des radiofréquences comprises entre 30 et 60kHz.

Pour l'évaluation exacte de compatibilité dans cette plage de fréquences, il faut réaliser des tests spéciaux selon des conditions de tests des normes pertinentes à l'égard des dispositifs médicaux implantables. Pour ce qui est des impacts sur la santé, l'application de critères de recommandation européens indique qu'aucun risque pour la santé n'est à craindre aux distances usuelles par rapport à ces lampes. Le VITO conclut toutefois que quelques types de lampes peuvent dépasser la norme d'exposition européenne pour le public général à des distances inférieures à 5 cm, distances qui ne sont pas d'usage courant.

En conséquence de ces observations, des normes d'émission spécifiques pour les ampoules économiques seront néanmoins élaborées et soumises au niveau européen pour éviter tout danger.

*L'incident est clos.  
Het incident is gesloten.*

La **présidente**: La question n° 9799 de M. Jambon est retirée. La question n° 9860 de M. Weyts est reportée pour la deuxième fois. Elle doit donc normalement être retirée définitivement. Toutefois, M. le ministre a

également son mot à dire et propose de la transformer en question écrite, étant donné qu'une réponse a été prévue.

**04 Vraag van mevrouw Tinne Van der Straeten aan de minister van Klimaat en Energie over "het federale aankoopbeleid van emissierechten" (nr. 9883)**

**04 Question de Mme Tinne Van der Straeten au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la politique fédérale en matière d'achat de droits d'émission" (n° 9883)**

**04.01 Tinne Van der Straeten (Ecolo-Groen!):** Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, naar aanleiding van een aantal eerdere vragen en de discussie rond de beleidsnota hebben wij het al een paar keer gehad over de federale verplichting voor de aankoop van 12,3 miljoen emissierechten. Na herberekening zou het nog gaan over 12,2 miljoen. Uit onze eerdere discussies bleek dat daarvan 3,4 miljoen gegarandeerd is en 0,7 niet gegarandeerd.

Naar aanleiding van het rapport van het Federaal Planbureau over de economische vooruitzichten wil ik erop terugkomen. Daaruit bleek dat België bijna zijn Kyoto-doelstelling zou halen. Het Federaal Planbureau schat dat het niveau van de broeikasgasemissies gemiddeld 135,7 miljoen ton CO<sub>2</sub>-equivalenten zou bedragen voor de periode 2008-2012, en dus gemiddeld minder dan 1 miljoen ton CO<sub>2</sub>-equivalenten boven de vooropgestelde doelstelling.

Onlangs hebben zowel het Vlaams als het Waals Gewest hun cijfers bekendgemaakt met betrekking tot broeikasgasuitstoot. Zij kondigen beiden aan dat de uitstoot zou zijn gedaald en op Kyoto-koers zou zitten. Die cijfers hebben volgens mij een directe impact, ook op het federale aankoopbeleid voor emissiekredieten. Het lijkt mij niet onmogelijk dat het beleid vandaag is gericht op het aankopen van rechten die nooit nodig zullen zijn. Bovendien zijn er aanwijzingen dat sommige rechten veel te duur zijn verworven. De economische crisis zou ook een prijsimplosie kunnen betekenen, vergelijkbaar met 2006. Daarom vraag ik mij af of het niet wenselijk zou zijn eventueel de aankoopdoelstelling te herbekijken.

Ten eerste, kloppen de cijfers met betrekking tot de benodigde rechten zoals zij zijn gegeven nog altijd? Hoeveel procent benodigde rechten ligt vast in contracten? Hoeveel zijn er gegarandeerd en niet gegarandeerd? Zijn er sinds oktober 2008 nog bijkomende contracten afgesloten? Als er nog bijkomende contracten zijn afgesloten, hoeveel rechten zijn gegarandeerd en hoeveel niet gegarandeerd?

Ten tweede, u herinnert zich dat wij over China hebben gesproken in het kader van uw beleidsnota. Hoeveel contracten zitten er in de pijplijn, met wie, en meer specifiek hoeveel met China?

Ten derde, hoeveel budget schat men nodig te hebben om de aankoopdoelstelling van 12,2 miljoen rechten te halen? Tot nu toe is er 140 miljoen euro uit het Kyoto-fonds gereserveerd voor de aankoop van emissierechten. Hoeveel geld zal bijkomend moeten worden gereserveerd indien men de nog resterende emissierechten nog in 2009 wil contracteren? Zullen hiervoor voldoende middelen in het Kyoto-fonds ter beschikking zijn?

Ten slotte, kan de aankoopdoelstelling niet worden herbekeken in het licht van de beschikbare informatie vandaag? Is hierover al overleg geweest of gepland met de Gewesten?

**04.02 Minister Paul Magnette:** Mevrouw de voorzitter, mevrouw Van der Straeten, de recente cijfers van de Gewesten en de vooruitzichten van het Federaal Planbureau geven een positief signaal voor het behalen van de Belgische doelstelling. Toch dient te worden opgemerkt dat er geen directe impact is op het federaal aankoopbeleid, gezien de federale bijdrage in de nationale lastenverdeling vastligt.

Bovendien is het belangrijk op te merken dat, indien de emissierechten niet nodig zouden zijn in deze eerste verbintenisperiode met betrekking tot het Kyotodoel, deze zeer waarschijnlijk zullen kunnen worden gebruikt in de periode na 2012 waarin de doelstelling ambitieuzer is.

De emissierechten zijn niet te duur aangekocht; zij werden aangekocht tegen prijzen die competitief waren en onder de marktvoorwaarden van het moment waarop ze werden gecontracteerd. Bovendien zijn deze prijzen lager dan de prognose na 2012 en dus ook gunstig op lange termijn.

Ik kom tot uw concrete vragen.

Ten eerste, u hebt zelf al correct weergegeven hoeveel emissierechten werden gecontracteerd, namelijk 3,4 miljoen gegarandeerd en 0,7 miljoen niet gegarandeerd. Sinds oktober werd nog een bijkomend contract gesloten voor 71.000 ton gegarandeerde emissierechten.

Ten tweede, momenteel zitten nog drie projecten in een contractonderhandeling. Met wie precies is natuurlijk confidentieel; daarover meer zeggen zou mogelijke onderhandelingen kunnen verstoren. Voorts zitten nog elf projecten in de evaluatiefase met een maximum potentieel van ongeveer 1,3 miljoen emissierechten.

Het is evident dat er ook Chinese projecten in de pijplijn zitten. China heeft wereldwijd ongeveer 30% van de CDM-projecten en zowat 15% van de emissierechten. Het moet duidelijk zijn dat in het federaal aankoopprogramma elk project, dus ook de Chinese, aan dezelfde criteria van duurzame ontwikkeling moet voldoen.

Wat het budget betreft, is het algemeen gekend dat de prijzen op de koolstofmarkt vrij volatiel zijn en dus moeilijk te voorspellen. Rekening houdend met de huidige marktprijzen en zelfs met de marktprijzen van voor de financiële crisis, kan ik zeggen dat het Kyotofonds over voldoende middelen zal beschikken voor de aankoop van de emissierechten voor de periode 2008-2012. Niet alle gecontracteerde en te contracteren emissierechten zullen in 2009 worden geleverd, zodat de nodige budgettaire middelen nog niet allemaal in 2009 beschikbaar zullen moeten zijn.

De onderhandeling over de lastenverdeling van de Kyotodoelstelling tussen de Gewesten en de federale overheid, waarin de aankoopdoelstelling van de federale overheid werd vastgelegd, was een bijzonder moeilijke oefening. Het lijkt mij daarom niet opportuun om nu een proces op te starten voor de herziening van dit akkoord. Het lijkt mij productiever om onze inspanningen te concentreren op het onderzoek hoe de doelstellingen op middellange en lange termijn te halen, meer bepaald in uitvoering van het Europees klimaat/energie-pakket.

We zullen ook diepgaande discussies moeten starten met alle betrokken partijen om de langetermijndoelstellingen tot 2050 te definiëren en het strategisch beleid te bepalen dat noodzakelijk is om resoluut de weg van de lage koolstofeconomie te kiezen. Het zijn die debatten die in de nabije toekomst al onze aandacht moeten krijgen.

**04.03 Tinne Van der Straeten (Ecolo-Groen!):** Mijnheer de minister, ik dank u voor uw antwoord. Het waren inderdaad zeer moeilijke onderhandelingen om tot een lastenverdeling te komen. Ik heb er ook begrip voor dat nu wordt gezegd dat dit niet zomaar overboord kan worden gegooid omdat dit natuurlijk een impact kan hebben op de doelstellingen van de Gewesten.

Toch meen ik dat in de onderhandelingen bij de Nationale Klimaatcommissie, in de vergaderingen van de werkgroep Broeikaseffect en de werkgroep Emissies, de evolutie inzake CDM/JI en het aankoopbeleid nauwgezet moet worden opgevolgd.

Ik ben wat ongerust als u zegt dat wij nu voortdoen en dat, als wij de emissierechten nu niet nodig hebben, wij ze zullen gebruiken na 2012. Ook in uw beleidsnota stond al dat u een mandaat vroeg voor de aankoop na 2012. Ik zou graag hebben dat men, voor men voor de doelstellingen na 2012 begint met de aankoop van CDM, eerst een analyse ten gronde maakt van het aankoopbeleid. De analyses die op dit moment op het internationale vlak bestaan, wijzen uit dat CDM-projecten vaak niet duurzaam zijn, dat zij geografisch niet juist verspreid zijn – zo zijn er bijvoorbeeld in Afrika geen projecten – en dat zij wat de vermindering van de uitstoot van broeikasgassen niet zoveel opbrengen.

Er nu van uitgaan dat wij begonnen zijn en dat wij voortdoen tot 2050 is zeer ongezond. De gegevens die men nu heeft moet men aangrijpen om alvast een gesprek te starten. Men hoeft niet in eerste instantie de aankoopdoelstellingen te herzien, maar misschien moet dat wel in 2012. Ik hoopte dat u zou zeggen dat wij daarmee niet onvoorwaardelijk doorgaan. Dat heb ik niet gehoord in uw antwoord. Dat betreurt ik. Ik hoop dat wij daar op een later moment nog kunnen op terugkomen en dat er een opening wordt gemaakt om het beleid ter zake grondig te evalueren.

*Het incident is gesloten.  
L'incident est clos.*

**05** Vraag van mevrouw Tinne Van der Straeten aan de minister van Klimaat en Energie over "de bescherming van het nationaal park Yasuni in Ecuador" (nr. 9884)

**05** Question de Mme Tinne Van der Straeten au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la sauvegarde du parc national Yasuni en Equateur" (n° 9884)

**05.01** **Tinne Van der Straeten** (Ecolo-Groen!): Mijnheer de minister, mijn vraag handelt over het nationaal park Yasuni in Ecuador. Dat is een groot park waar olie in ontgonnen kan worden. Uit een aantal gebieden, "blocks" genaamd, kunnen minstens 412 miljoen vaten olie gehaald worden. Volgens sommigen gaat het over 920 miljoen vaten oliewinning. De oliewinning zou in dat gebied, dat van belang is voor de biodiversiteit, tot zware ecologische schade kunnen leiden, en dus ook de leefomgeving van de oorspronkelijke culturen kunnen vernietigen.

De president van Ecuador is bereid om die olie niet te ontginnen als de internationale gemeenschap ten dele tegemoet wil komen aan de gederfde inkomsten. Als er niet ontgonnen wordt, zou Ecuador afzien van een jaarlijks inkomen van ongeveer 700 miljoen dollar, en dat gedurende dertien jaar. Ecuador wil de helft van die minderinkomsten zelf dragen als de internationale gemeenschap voor de andere helft tegemoetkomt. Daarvoor zoekt Ecuador steun bij NGO's, maar ook bij verschillende landen. Zo heeft het Duitse Parlement met een overweldigende meerderheid een resolutie goedgekeurd die steun toezegt aan dat project.

Mijnheer de minister, in uw beleidsnota kwam onder meer naar boven dat de samenwerking tussen klimaat, biodiversiteit en wouden een leidraad zal zijn voor federale actie in 2009. In het raam van onze discussie vorige week aangaande de Lente van het Leefmilieu, hebt u ook verwezen naar het Red-project in het raam van de internationale klimaatonderhandelingen. Dit is nu een van de aspecten waarin twee jaar geleden in Bali erg werd opgeschoten. In Poznan werd misschien niet zo veel vooruitgang werd geboekt, maar toch.

Mijnheer de minister, daarover heb ik de volgende concrete vragen.

Ten eerste, wat is uw standpunt inzake de bescherming van het nationaal park Yasuni? Neemt België een gelijkaardig standpunt in als bijvoorbeeld Duitsland?

Ten tweede, bent u bereid om die zaak aan te kaarten bij uw collega's bevoegd voor Buitenlandse Zaken en Ontwikkelingssamenwerking, en zo te komen tot een gemeenschappelijk Belgisch standpunt? Zijn daar eventueel al stappen toe gezet?

Ten derde, hebt u over die materie gesproken met uw Ecuadoriaanse collega tijdens UNFCCC COP 14 in Poznan, onlangs in december?

Ten vierde, bent u misschien bereid om, samen met uw andere collega's voor Milieu dat dossier te agenderen op de Governing Council van de UNEP in Nairobi, binnenkort, in februari?

**05.02** Minister **Paul Magnette**: Mevrouw de voorzitter, mevrouw Van der Straeten, over de ecologische en sociale waarde van dat nationaal park, beschermd door Unesco, bestaat weinig twijfel. Het standpunt van de Ecuadoriaanse regering over het niet-uitbuiten van de oliehoudende velden van het park Yasuni is daarom uiterst moedig. Het is zeer belangrijk dat ontwikkelingslanden worden gesteund in het behoud van hun biodiversiteit. De meeste ontwikkelde landen, onder andere België, hebben zich daartoe verplicht via verschillende internationale akkoorden.

Er zijn momenteel in verschillende fora discussies gaande met betrekking tot het betalen voor ecosysteemdiensten, Payment for Ecosystem Services, als een duurzame manier van financiering van het behoud van biodiversiteit. Dergelijke acties, zoals in Ecuador, kunnen daar zeker onder vallen, waarbij de financiering bedoeld is voor het behoud van de ecosysteemdiensten van het park, inclusief voor de inheemse volkeren.

Tegelijk moet ook duidelijk worden gesteld dat een mogelijke compensatie zeker niet kan worden gezien in het kader van klimaatverandering als vergoeding voor het niet-gebruiken van olie of het reduceren van emissies door ontbossing en bosdegradatie. Dergelijke discussies zijn nog volop aan de gang binnen het klimaatverdrag. Het blijft immers een cruciale strategische vraag of het überhaupt verstandig is om landen te vergoeden voor het niet-exploiteren van olierijkdommen. Dat kan een gevaarlijk precedent scheppen voor andere olierijke landen.

Het ondersteunen van Ecuador door Duitsland kan dan ook geen precedent zijn in het kader van een klimaatverdrag, maar moet volledig worden gezien in het kader van de conventie over biodiversiteit. De Duitse resolutie is dan ook volledig in lijn met de EU-positie met betrekking tot biodiversiteit. Binnen België kan worden bekeken hoe we daartoe kunnen bijdragen.

Het is zeer moeilijk om de eventuele winstderving van oliewinning in een dergelijk gebied te berekenen. Het is daarom moeilijk om een compensatie over meerdere jaren te bepalen door middel van een geschatte koers en het geschatte aantal vaten. Daarnaast moet ook de collectieve winst van de bescherming van de biodiversiteit en de inkomsten van het natuurpark in rekening worden gebracht. Indien de gevraagde compensatie wordt gebruikt voor het vrijwaren van de biodiversiteit in Yasuni, inclusief het behoud van de ecosysteemdiensten en het beschermen van de inheemse bevolking, zal ik dat zeker aankaarten bij de bevoegde collega's van Buitenlandse Zaken en Ontwikkelingssamenwerking. Zij zijn reeds sterk betrokken bij het beschermen van bossen en natuurgebieden in andere Belgische partnerlanden. Aangezien Ecuador ook partnerland is, is hier waarschijnlijk ook interesse voor.

Ik zal erop toezien dat het dossier wordt geagendeerd op de eerstvolgende vergadering van de stuurgroep Biodiversiteit van het Coördinatiecomité Internationaal Milieubeleid, het CCIM. Daarna zal het dossier worden besproken op de volgende vergadering van het Bossenoverleg, een breed en thematisch overlegforum, opgericht op initiatief van het directoraat-generaal Leefmilieu en het directoraat-generaal Ontwikkelingssamenwerking, om actuele bossendossiers beter voor te bereiden.

Cohérentie is een belangrijk woord. Wij moeten onze sterke bereidheid tot bescherming van de biodiversiteit verzoenen met het ontwikkelingsbeleid van de meest vragende Zuid-Amerikaanse landen. Toch moet ook hier een evenwicht worden verzekerd met discussies binnen het kader van het klimaatverdrag.

Naast de link met het Biodiversiteitsverdrag kan het Ecuadoriaans initiatief inderdaad worden gezien in het licht van de actuele onderhandelingen binnen de UNFCCC met betrekking tot reducing emissions from deforestation and forest degradation, het REDD-akkoord.

Daartoe heb ik tijdens de COP 14 in Posnán met een twintigtal collega's een joint forestry statement onderschreven dat het belang van deze onderhandelingen in het kader van het toekomstig klimaatakkoord benadrukt en de synergieën met biodiversiteit onderstreept.

Tijdens de COP 14 in Posnán heb ik helaas niet de kans gehad om deze problematiek aan te kaarten bij mijn Ecuadoriaanse wederpartij, maar zoals eerder aangegeven, is het belangrijk te begrijpen dat deze vraag in ruime mate het kader van de klimaatsverandering onderschrijft en vooral kadert binnen de inspanningen om in 2010 de biodiversiteitsdoelstelling te halen.

Uit het antwoord op voorgaande vragen blijkt duidelijk dat ik begrip heb voor de situatie in het Nationaal Park van Yasuni. Echter, de governing council van UNEP is geen discussieforum voor individuele probleemsituaties in lidstaten van de United Nations, zelfs als de materie thematisch gezien tot de mondiale governance van UNEP behoort.

**05.03 Tinne Van der Straeten** (Ecolo-Groen!): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, ik dank u voor uw uitgebreid antwoord en uw genuanceerd standpunt.

Het is volgens mij belangrijk om een dergelijk heikel dossier van verschillende kanten te bekijken. Het zou onverstandig zijn het enkel vanuit een klimaatperspectief te bekijken.

Ik vind het een heel goed standpunt. Ik zal u volledig steunen om hiervoor een meerderheid te vinden. We hebben zelf ook een resolutie opgesteld die geïnspireerd is op de Duitse resolutie. Als u iedereen aan de uitvoerende kant samenbrengt, zullen wij in de commissie voor de Buitenlandse Zaken nagaan of we met de collega's van de andere partijen daaromtrent een meerderheid kunnen vinden, rekening houdend met de punten die u hebt aangebracht en die ik heel waardevol vind.

Ik ben het echter niet eens met uw laatste punt. Ik meen mij te herinneren dat er over dit concrete dossier wel al werd gesproken op een UNEP-vergadering. In die zin moet het volgens mij toch mogelijk zijn om het op de vergadering in februari, al is het dan informeel, over dit specifieke dossier te hebben.

Ik vind immers dat het belangrijk is dat, ook naar aanleiding van hetgeen u hebt gezegd, men binnen een

aantal landen die daaromtrent initiatieven willen nemen, even genuanceerd is en men het dossier de juiste kant laat uitgaan.

Dit kan inderdaad een gevaarlijk precedent zijn, maar het kan ook een goed voorbeeld zijn. Als iedereen zich daarrond schaart, moet er een forum worden gecreëerd waar die mensen elkaar kunnen vinden. De governing council van februari zou daartoe een mogelijkheid kunnen zijn.

*Het incident is gesloten.*

*L'incident est clos.*

**06 Vraag van de heer Wouter De Vriendt aan de vice-eerste minister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid over "de slachting van dolfijnen op de Faerøereilanden" (nr. 9901)**

**06 Question de M. Wouter De Vriendt à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "les dauphins massacrés aux îles Féroé" (n° 9901)**

**06.01 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!):** Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, op en rond de Faerøereilanden in Denemarken worden jaarlijks 1.500 tot 2.000 grienden afgeslacht. Grienden zijn kleine, zwarte walvissen of dolfijnen. Die afslachting gebeurt op een zeer wrede manier. Gaia vroeg eerder al aan de Belgische overheid om protest aan te tekenen bij de Deense regering opdat deze slachtingen zouden stoppen.

Grienden zijn zeer gevoelige, intelligente zeezoogdieren. Men vindt ze gewoonlijk in groepen van 10 tot 50 dieren. Wat gebeurt er? Walvisvlachters, gewapend met ongeveer 15cm lange messen en zware metalen haken, drijven die dieren bijeen in baaien en doden ze op een zeer brutale manier. Eerst wordt de stalen haak in het vlees van de dolfijn geslagen met zeer diepe wonden tot gevolg. Daarna wordt het dier vastgemaakt en naar de kant gesleurd. Op die manier trachten de eilandbewoners de belangrijkste slagaders in het ruggenmerg door te hakken. De doodstrijd van het dier kan gemiddeld meer dan 27 minuten duren. Geen enkele dolfijn wordt dit lot bespaard. Zo worden hele families, inclusief zwangere dieren, op enkele uren tijd afgeslacht.

Ooit konden de Faerøereilandbewoners beweren dat ze voor hun overleving afhankelijk waren van het doden van dergelijke dolfijnen en walvissen, maar tegenwoordig is dat met een van de hoogste levensstandaarden van de wereld zeker niet meer het geval.

Mijnheer de minister, ik heb hierover een aantal concrete vragen.

Wat is het standpunt van de Belgische regering met betrekking tot deze praktijken? Welke internationale akkoorden en Europese regelgeving zijn van toepassing op deze vispraktijken? Leeft de regering van de Faerøereilanden deze akkoorden na? Welke stappen kunnen worden gezet om de regering ervan te overtuigen om met deze praktijken te stoppen? Bent u bereid om deze wreedheden aan te kaarten bij uw Deense collega en bij de regering van de Faerøereilanden?

Wij willen erop aandringen dat u hun vraagt een einde te maken aan de zinloze en brutale slachting van deze dieren.

**06.02 Minister Paul Magnette:** Mevrouw de voorzitter, mijnheer De Vriendt, België is sinds 2004 lid van de Internationale Walvisvaartcommissie, de IWC, en heeft sindsdien de bescherming van de kleine walvisachtigen verdedigd, een categorie waartoe de zwarte griend behoort en waarop rond de Faerøereilanden jacht wordt gemaakt.

Er is een controverse over het mandaat van de IWC met betrekking tot de slachting van de kleine walvis. Volgens de landen die er jacht op maken, behoren zij niet tot de IWC-soorten. Volgens de anderen moet de IWC er zich desondanks over ontfemen.

Niettegenstaande deze controverse en omdat onze wetenschappelijke adviseur een specialist is op het vlak van kleine walvisachtigen, werd hun lot zo vaak mogelijk verdedigd op de vergaderingen.

In het kader van de quota's inzake de Aboriginal Subsistence Whaling op grote walvissen zoals dat in Groenland gebeurt, met hetzelfde territoriaal statuut als de Faerøereilanden, werd bepaald dat ook met de

vangst van kleine walvisachtigen rekening moest worden gehouden om de voedselbehoeften van de Groenlandse bevolking te evalueren.

We mogen ook de andere bedreigingen waaraan de griend blootstaat niet vergeten, zoals ziekten en vervuiling. Er is geen recente evaluatie geweest van het effect van de jacht op hun populaties.

Er werden in 1992, 1993 en 1995 trouwens drie IWC-resoluties aangenomen. Deze teksten pleiten voor het aanleveren van gegevens over de jacht die rond de Faeröereilanden wordt toegepast en voor de verbetering van de jachttechnieken zodat de doodstrijd zo kortstondig mogelijk wordt gemaakt. Dit is een aspect van dierenwelzijn.

Sinds 1993 worden deze gegevens exclusief bezorgd aan een organisatie die tot de concurrentie van de IWC behoort, de NAMMCO, de North Atlantic Marine Mammal Commission.

Het verdrag van de Verenigde Naties over de in het wild levende treksoorten vermeldt de zwarte griend in zijn bijlage 2, maar dat brengt geen bijzonder bescherming met zich mee.

De Europese Habitatrichtlijn beschermt in haar bijlage 5 alle walvisachtigen, maar enkel binnen de wateren van de lidstaten. Er is echter geen internationale of Europese reglementering van toepassing op de jacht op kleine walvissen rond de Faeröereilanden, die een zelfstandig Deens grondgebied vormen en die steeds meer autonoom worden.

België heeft, zodra het daartoe de kans kreeg, zijn standpunt uiteengezet in gespecialiseerde instellingen. De Deense overheid en de andere Staten die lid zijn van deze instellingen kennen dit standpunt. In het licht van de voortgang van dit dossier en van de lopende sensibiliseringscampagne, zou het een overbodige en zelfs contra-productieve stap zijn om nu de aandacht van mijn Deense collega op deze materie te vestigen.

**06.03 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!):** Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, ik ga niet akkoord met uw laatste conclusie. De methoden van slachting zijn nog altijd dezelfde, namelijk barbaars en gruwelijk. Ik weet niet of u ook misschien een aantal e-mails hebt ontvangen, maar er circuleren e-mails met foto's van de manier waarop deze dieren worden geslacht, en dat zijn gruwelijke, bloederige foto's.

Mocht de Internationale Walvisvaartcommissie niet bevoegd zijn voor de slachting van deze dieren, dan moet er zeker bilateraal protest worden aangetekend bij de Deense regering om ervoor te zorgen dat de slachting stopt. Indien het echt nodig is voor basislevensbehoeften van de mensen daar ter plaatse, dan moet die slachting toch zeker op een humane diervriendelijke manier gebeuren. Ik denk dat dit absoluut nodig is. Dergelijke wrede daden tegenover dieren zijn eigenlijk niet meer van deze tijd. Ik denk dat de internationale gemeenschap, en ook de Belgische regering, protest moeten aantekenen tegen dergelijke behandeling, en als het moet dus ook bilateraal.

*Het incident is gesloten.  
L'incident est clos.*

**07 Vraag van de heer Peter Logghe aan de minister van Klimaat en Energie over "hybride en duurzame wagens" (nr. 9944)**

**07 Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les voitures hybrides et durables" (n° 9944)**

**07.01 Peter Logghe (Vlaams Belang):** Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, in het infoblad van FEBIAC, de Belgische automobiel- en tweewielerfederatie, neemt een minister van deze regering stelling in ten voordele van elektrische voertuigen. Hij vindt dat Brussel het voorbeeld van Londen en Berlijn moet volgen. Daar is een systeem van elektrische laadpalen ontwikkeld. FEBIAC haalt die stelling aan en meldt dat heel wat constructeurs van autovoertuigen van oordeel zijn dat hybride voertuigen de toekomst zullen zijn. Zij zeggen dat België op dat vlak achterop hinkt.

Ten eerste, wat is de stelling van de regering inzake de mogelijkheid in ons land in laadpalen te voorzien? Werd hierover al een principebeslissing genomen? Tegen welke termijn mogen wij een principebeslissing of een uitvoering verwachten?

Ten tweede, FEBIAC vraagt zich af of de overheden, dus ook de federale, niet het goede voorbeeld zouden moeten geven en van een groene vloot voertuigen zouden moeten gebruikmaken. Heeft de regering intenties op dat vlak, en zo ja, welke?

Ten derde, Parijs moedigt het gebruik van elektrische scooters aan. Is men in dit land ook zinnens hierover voorstellen te formuleren?

Ten vierde, hoe zit het met de fiscaalvriendelijke maatregelen? Zou de aankoop van propere voertuigen niet kunnen worden aangemoedigd door de regering, bijvoorbeeld door de autotaks te laten vallen? Graag uw inzichten hierover.

**07.02** Minister **Paul Magette**: Mevrouw de voorzitter, mijnheer Logghe, het promoten van elektrische wagens is inderdaad een van de oplossingen om de uitstoot van broeikasgassen en luchtverontreinigende stoffen te doen dalen. De recente weersomstandigheden hebben nogmaals het belang bewezen van het vervoer in de grote steden en langs de grote verkeersassen in tijden van luchtvervuiling.

In de eerste plaats willen wij erop wijzen dat het promoten van elektrische wagens enkel zin heeft indien de balans van de uitstoot van broeikasgassen in het raam van een analyse van de levenscyclus beter is dan bij benzine- en dieselmotoren, waarbij rekening wordt gehouden met de uitstoot van broeikasgassen door de elektrische centrales.

Alle studies zijn het erover eens dat het energierendement van elektrische wagens twee tot drie maal beter is dan bij verbrandingsmotoren. In die balans wordt onder meer rekening gehouden met de fabricage van batterijen. Bovendien stelt men vast dat praktisch alle autoconstructeurs aanzienlijk investeren in de ontwikkeling van nieuwe technologieën die nog milieuvriendelijker zijn.

In eerste instantie zou de uitbouw van een infrastructuur voor het snel herladen van de batterijen veeleer te verantwoorden zijn in stedelijke milieus, waar het elektriciteitsnetwerk een groter bereik heeft. Het is echter wachten op een eerste generatie plug-in-wagens die 's nachts worden opgeladen in de garage via het klassiek stopcontact, 220 volt. De milieuvoordelen van die wagens zijn optimaal bij korte verplaatsingen.

Voordat de regering een principebeslissing neemt over het plaatsen van specifieke oplaadpalen, moet eerst een duidelijke visie omtrent het gewenste potentieel worden gedefinieerd.

De federale overheidsdiensten moeten voldoen aan een aantal vereisten bij de aankoop van wagens, met uitzondering van de veiligheidsvoertuigen van de politie, de brandweer, enzovoort. Deze vereisten zijn vermeld in omzendbrief 307, die momenteel toe is aan de vierde herziening. Een vijfde herziening zou in de eerste helft van 2009 moeten worden goedgekeurd.

Wat betreft de vereisten waaraan beantwoord moet worden, is de CO<sub>2</sub>-uitstoot opgelegd voor de helft van de aangekochte wagens. Deze vereisten zullen worden uitgebreid tot de luchtverontreinigende stoffen. Zij zullen ook gelden voor alle aangekochte wagens.

De limieten inzake de aankoopprijs van de wagens worden uitgebreid in het geval van elektrische en hybride wagens. Vooraleer een massale aankoop van elektrische wagens te overwegen, is het echter van belang de levensduur van de wagens, alsook de betrouwbaarheid ervan voor de opdrachten waarvoor ze zullen worden aangewend, in te schatten.

In het algemeen zijn de twee- of driewielers een eerste keuzealternatief voor auto's, zowel wat betreft de energie-efficiëntie als de mobiliteit. Hybride of elektrische twee- of driewielers zullen vermoedelijk het onderdeel zijn van de elektrische voertuigen dat het snelst zal worden ontwikkeld. Dat is voornamelijk te danken aan het ruimer aantal beschikbare modellen dat op de markt aanwezig is, in vergelijking met de twee of drie modellen van elektrische wagens.

Er blijven vragen omtrent de bekendmaking van het energieverbruik en de CO<sub>2</sub>-uitstoot van deze wagens. Momenteel worden de fiscale voordelen berekend volgens het verbruik per 100 kilometer en de uitstoot van broeikasgassen. Deze methodes zou men moeten behouden en uitbreiden tot elektrische wagens en, waarom niet, in eerste instantie op forfaitaire basis.

De fiscale aftrekbaarheid die momenteel wordt toegepast voor thermische scooters zou kunnen worden

uitgebreid tot hybride en elektrische scooters. Het doelpubliek blijft de consumenten, maar men mag ook het aantal bedrijfswagens en wagens van zelfstandigen niet vergeten om een voldoende ruime vraag te creëren en de productiedynamiek voor deze wagens in België te stimuleren.

**07.03 Peter Logghe** (Vlaams Belang): Mijnheer de minister, ik dank u voor uw antwoord. Het was vrij uitgebreid. Wij blijven echter achterop hinken. Ik hoop dat men in dit land van deze hybride wagens en het installeren van elektrische laadpalen een prioritair beleidspunt maakt. Ik zal in elk geval deze problematiek blijven opvolgen, mijnheer de minister.

Ik neem er nota van dat men op het vlak van fiscaliteit de uitbreiding van elektrische scooters tot andere voertuigen aan het nakijken is. Het is in elk geval een proces dat in de loop der jaren zal moeten worden uitgerold. Ik hoop dat men er de nodige spoed achter zet. Ik verwijs graag naar de aanbevelingen over energie, leefmilieu, klimaat en duurzame ontwikkeling, aangenomen in de plenaire vergadering van de Raadgevende Interparlementaire Beneluxraad van 12 december 2008. Men stelt letterlijk dat men de kennis moet bundelen die moet leiden tot een grootschalige inzet van hybride motoren in wagens en het opzetten van een Benelux-netwerk van laadstations voor elektrisch aangedreven voertuigen, met gebruikmaking van elektriciteit voortkomend van hernieuwbare energiebronnen.

Dit is ook voor de Beneluxraad zelf een prioritair aandachtspunt. Ik hoop dat het ook voor de regering nog meer prioritair wordt dan het al was.

*Het incident is gesloten.  
L'incident est clos.*

**08 Vraag van mevrouw Tinne Van der Straeten aan de minister van Klimaat en Energie over "het federale aandeel in de Kyotodoelstelling met betrekking tot de vermindering van de CO<sub>2</sub>-uitstoot" (nr. 10300)**

**08 Question de Mme Tinne Van der Straeten au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la part fédérale dans l'objectif Kyoto concernant la réduction des émissions de CO<sub>2</sub>" (n° 10300)**

**08.01 Tinne Van der Straeten** (Ecolo-Groen!): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, de federale overheid heeft twee verplichtingen met betrekking tot de Kyotodoelstellingen. Over het federale aankoopbeleid hebben we het reeds gehad. Ik zou het nu over de andere verplichting willen hebben, namelijk de vermindering van CO<sub>2</sub>, waarvoor de federale Staat maatregelen moet nemen die resulteren in een jaarlijkse vermindering van 4,8 miljoen ton CO<sub>2</sub>-equivalenten per jaar. Ik heb het eens opgezocht. Sinds 2004 zijn er een aantal maatregelen genomen. Daarna heb ik geen maatregelen meer gevonden. Misschien zijn ze er wel, maar staan ze niet op de website of zijn ze moeilijker te detecteren.

Er is vorige week op de Ministerraad een nieuw klimaatplan goedgekeurd. Na het klimaatplan 2002-2012 is er nu het plan 2009-2012. Dat klimaatplan bevat een stand van zaken eind 2008 en vormt ook de basis voor de strategie in de periode na 2012. Ik vraag mij eigenlijk af hoe het zit eind 2008, als we weten dat in artikel 13 van het samenwerkingsakkoord het volgende is bepaald: "De federale Staat en elk van de Gewesten verbinden zich ertoe om jaarlijks en op een geharmoniseerde manier verslag uit te brengen aan de Klimaatcommissie omtrent de vorderingen en de implementatie van het beleid en de maatregelen opgenomen in het Nationaal Klimaatplan die tot hun bevoegdheid behoren."

Zijn de maatregelen die zijn genomen op de bijzondere Ministerraad van 20 en 21 maart 2004 allemaal uitgevoerd? Indien dat niet het geval is, welke zijn dan niet uitgevoerd?

Ten tweede, welke andere maatregelen werden genomen sinds 2004? Welke daarvan zijn ondertussen geïmplementeerd?

Ten derde, wat was de evaluatie na de implementatie van de federale maatregelen? Realiseren zij de jaarlijkse vermindering van 4,8 miljoen ton CO<sub>2</sub>-equivalenten, zoals overeengekomen in de lastenverdeling?

Ten vierde, werd die doelstelling gerealiseerd in 2008, het eerste jaar van onze verbintenisperiode? Indien niet, welke bijkomende stappen worden ondernomen om de doelstelling te halen?

**08.02 Minister Paul Magnette:** Mevrouw de voorzitter, mevrouw Van der Straeten, de beslissingen van de

Ministerraad van Oostende in maart 2004 vormen inderdaad de ruggengraat van het federaal beleid inzake de strijd tegen de klimaatverandering. Alle maatregelen die tijdens de Ministerraad van 20 en 21 maart werden beslist, werden uitgevoerd. Het stadium van inwerkingtreding van deze maatregelen, die onder de bevoegdheid van verscheidene ministers vallen, varieert evenwel in sterke mate. Bovendien moeten bepaalde maatregelen worden genomen in samenwerkingsverband met de Gewesten en zijn ze schatplichtig aan bepaalde beslissingen die op dat niveau worden genomen.

Op dit ogenblik wordt een studie verwezenlijkt die aan een consultant werd toevertrouwd om de rechtstreekse weerslag van de federale maatregelen op de uitstoot van broeikasgas te evalueren. Sedert maart 2004 werden nieuwe stappen verwezenlijkt, met name tijdens de Ministerraad van Leuven in maart 2007 in het kader van de Lente van het Leefmilieu, of tijdens de recente besprekingen over de nieuwe federale plannen inzake duurzame ontwikkeling en het federale productplan dat nu wordt aangenomen. Tal van sleutelmaatregelen die tijdens de Ministerraad van Oostende in 2004 werden genomen, werden toen versterkt. We vermelden een bestendig optrekken van de maxima voor de fiscale aftrek van energiebesparende investeringen, specifieke maatregelen ter versterking van de offshore windenergie, het consolideren van de fondsen van derde investeerders Fedesco en FRGE. Nieuwe maatregelen werden eveneens genomen in de transportsector, door de verbetering van de infrastructuur van de NMBS en het stimuleren van voertuigen die meer eerbied hebben voor het leefmilieu, of op het gebied van het productenbeleid, zoals heffingen op bepaalde wegwerpproducten. Al die maatregelen staan netjes verduidelijkt in het Nationaal Klimaatplan 2009-2012, dat op 16 januari in eerste lezing aan de regering werd voorgelegd.

De federale bijdrage van 4,8 miljoen ton CO<sub>2</sub>-equivalent voor de nationale inspanning inzake vermindering voor de periode 2008-2012 vormt een stevige verbintenis die in de context van het Overlegcomité werd aangegaan.

De hele regering blijft gemobiliseerd om de bestaande maatregelen ten volle uit te voeren en nieuwe maatregelen te ontwikkelen.

De volgende stap die van strategisch belang zal zijn, is de herziening van het Nationaal Klimaatplan dat binnen de Nationale Klimaatcommissie wordt gecoördineerd. Bovendien zullen de federale regering en de Gewesten de termijnen eerbiedigen voor de inwerkingstelling die werden opgelegd door de beslissingen genomen in het kader van het klimaat- en energiepakket van de Europese Unie dat in december 2008 werd aangenomen.

**08.03 Tinne Van der Straeten** (Ecolo-Groen!): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, ik dank u voor uw antwoord.

Ik onthoud eruit dat er een ongelooflijke mix van beleidsmaatregelen is die in diverse plannen zijn neergeschreven. Men zou bijna spreken van een catalogus van maatregelen. We weten echter niet hoeveel CO<sub>2</sub> ze zullen reduceren. U kunt immers niet zeggen of we die ...

**08.04 Minister Paul Magnette:** (...)

**08.05 Tinne Van der Straeten** (Ecolo-Groen!): Ik heb nu gevraagd of de maatregelen een jaarlijkse vermindering van 4,8 miljoen ton CO<sub>2</sub>-equivalent realiseren zoals overeengekomen in de lastenverdeling. Is deze doelstelling gerealiseerd in 2008, het eerste jaar van de verbintenisperiode van het Kyoto-protocol?

Daarop hebt u niet geantwoord. Ik leid daaruit af dat we niet kunnen inschatten wat het effect is van onze maatregelen. Als we over de studie van het Phyto zullen beschikken, zal daaruit misschien blijken dat die doelstelling niet is gehaald en zullen bijkomende maatregelen vereist zijn om in de komende jaren, 2009, 2010, 2011 en 2012, meer te doen dan 4,8 miljoen.

Ik ben bezorgd of we die doelstelling zullen halen en of we onze Kyoto-doelstelling in het algemeen zullen halen.

*Het incident is gesloten.  
L'incident est clos.*

Mevrouw de voorzitter, mag ik om dezelfde gunst vragen als de heer Van Grootenbrulle daarnet en mijn vraag over het Nationaal Klimaatplan hierop laten volgen?

La **présidente**: J'allais vous le proposer parce que c'est dans la suite.

**09 Vraag van mevrouw Tinne Van der Straeten aan de minister van Klimaat en Energie over "het Nationaal Klimaatplan 2009-2012" (nr. 10301)**

**09 Question de Mme Tinne Van der Straeten au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le Plan National Climat 2009-2012" (n° 10301)**

**09.01 Tinne Van der Straeten** (Ecolo-Groen!): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, ik zal mijn inleiding niet herhalen aangezien ze grosso modo dezelfde is.

U hebt gezegd dat het Nationaal Klimaatplan in eerste lezing werd goedgekeurd door de Ministerraad.

Het samenwerkingsakkoord bepaalt in artikel 17 dat elke herziening van het Nationaal Klimaatplan ter advies moet worden voorgelegd aan de federale en de gewestelijke adviesraden. Aan welke adviesraden wordt het Nationaal Klimaatplan voorgelegd, specifiek wat het federaal niveau betreft?

Op welke termijn wordt het advies gevraagd?

Werd het klimaatplan 2002-2012 jaarlijks getoetst? Wat was hiervan het resultaat? Meer specifiek, wat was het resultaat van de evaluatie die is gebeurd in 2007?

Wanneer zal de jaarlijkse toetsing door de Nationale Klimaatcommissie gebeuren en volgens welke methodologie met betrekking tot de jaarlijkse aanpassing die is voorzien vanaf 2012?

Wat is de strategie voor de periode na 2012?

Ten slotte, kan het Nationaal Klimaatplan aan het Parlement worden bezorgd?

**09.02 Minister Paul Magnette**: Mevrouw de voorzitter, mevrouw Van der Straeten, het Nationaal Klimaatplan 2009-2012 dat op 16 januari in eerste lezing aan de regering werd voorgelegd, werd ter raadpleging aan de Federale Raad voor Duurzame Ontwikkeling bezorgd. Het advies wordt verwacht binnen veertien dagen na de aanhangigmaking.

De gewestregeringen beslissen onafhankelijk van hun eigen goedkeuringsprocedure, elkeen evalueert of het relevant is het plan aan de adviesraden voor te leggen, wetende dat de gewestplannen het voorwerp hebben uitgemaakt van een specifieke raadpleging en procedure.

Het vorige Nationaal Klimaatplan 2002-2012 heeft niet het voorwerp van een formele evaluatie uitgemaakt, voornamelijk omwille van de afwezigheid van een geharmoniseerde methode tussen de federale Staat en de drie Gewesten.

Tegelijkertijd met de opstelling van de geactualiseerde versie van het Nationaal Klimaatplan heeft de Nationale Klimaatcommissie een aanvang genomen met het uitwerken van een gemeenschappelijke methode voor de evaluatie van het Nationaal Klimaatplan op basis van een studie die het mogelijk gemaakt heeft een database op te stellen inzake beleid en maatregelen, alsook een geheel van indicatoren over weerslag en inwerkingstelling van de maatregelen.

Het deel post 2012 van het Nationaal Klimaatplan blijft in dit stadium vrij algemeen, gelet op het feit dat het sterk afhankelijk is van de heel recente ontwikkelingen op dit vlak op Europees en internationaal niveau. Het is naar gelang van die ontwikkelingen dat de nationale strategie op middellange termijn en lange termijn zal moeten worden opgesteld in de context van de herziening van het Nationaal Klimaatplan en de werkzaamheden van het Nationaal Comité Klimaat 2050, dat dit jaar moet worden ingesteld naar aanleiding van de beslissing dienaangaande die in het kader van de Lente van het Leefmilieu werd genomen.

Ik zal verheugd zijn om het Nationaal Klimaatplan 2009-2012 aan het Parlement voor te stellen en ben zeker bereid om te luisteren naar elke commentaar, die ook in aanmerking zal worden genomen bij de herziening

en jaarlijkse aanpassing van het plan.

**09.03 Tinne Van der Straeten** (Ecolo-Groen!): Mijnheer de minister, wat hebben de voorgaande bevoegde ministers de voorbije jaren gedaan, als men nu een methodologie moet opstarten voor evaluatie van het Nationaal Klimaatplan? Ik stel vast dat men dus nog geen evaluatiemethode heeft, ondanks het feit dat het eerste jaar van de verbintenisperiode van Kyoto reeds voorbij is. Ik vind dat u achter de feiten aanholt.

Ten tweede, de strategie voor de periode na 2012 vind ik een beetje omzichtig - wij zullen die discussie later nog eens voeren - en die wordt nu daar al gauw ingemoffeld, zonder dat dat het voorwerp is van een grondig debat. Wij moeten goed nadenken over welke maatregelen wij kiezen, waar wij de nadruk op leggen, wat wij doen met het CDM. U weet ondertussen dat ik zeer bezorgd ben over het CDM en dat ik vrees dat wij na 2012 zeer veel CDM's zullen aankopen. Daarover moet er een grondig debat komen.

Ten derde, ik ben natuurlijk blij dat de Federale Raad voor Duurzame Ontwikkeling om advies gevraagd wordt, maar veertien dagen voor de Federale Raad voor Duurzame Ontwikkeling, waar alle stakeholders inzitten, lijkt mij bijzonder weinig. Nu vragen aan die mensen om een advies te geven in veertien dagen, is zeggen dat ze alles moeten laten vallen wat ze in hun handen hebben en gauw een advies moeten opstellen.

Ik vind dat zeer kort, te kort. Het zal ongetwijfeld wel een goed advies zijn en ze zullen doen wat ze kunnen, maar ik vind de tijdsperiode te kort om over zo'n omvangrijk document een grondig advies te geven. Misschien moet u dus toch overwegen om die termijn een beetje te verlengen, tot bijvoorbeeld een maand. Twee weken is echt wel bijzonder kort.

**09.04 Paul Magnette**, ministre: Je ne vois pas de problèmes à allonger les délais, si nécessaire. Mais le CFDD ne nous l'a pas demandé, estimant pouvoir travailler dans ces délais. Ses membres ont déjà reçu le document, le connaissent depuis longtemps et se sont prononcés sur plusieurs points qu'il comporte. Je vous rappelle qu'il s'agit seulement d'une compilation des mesures fédérales et régionales qui ont été décidées en leur temps.

Il est exact qu'il manque un indicateur, une méthode d'évaluation et un système de coordination entre l'État fédéral et les Régions. C'est bien pourquoi je vous ai dit la semaine dernière qu'il fallait travailler par étapes. Avec le Printemps de l'environnement, nous avons essayé de renouer les fils et de faire en sorte que les différents pouvoirs puissent exercer un droit de regard réciproque. Cela s'installe tant bien que mal. Ensuite, nous approuverons le Plan Climat, tel qu'il est, avec ses limites. Puis, il faudra établir des indicateurs et des méthodes d'évaluation. Sur cette base, nous pourrions concevoir une loi climat, en conclusion de ce processus graduel.

La **présidente**: En ce domaine, je me souviens que, sous la précédente législature, j'avais harcelé le ministre Tobback. Nous connaissons ce problème à une échelle beaucoup plus vaste. Tant que nous ne trouverons pas de méthode commune pour évaluer la pertinence des plans, nous nous cantonnerons à des appréciations au lieu de nous consacrer à une lecture objective des dossiers.

Nous avons essayé de programmer les travaux en commission. À cet égard, nous pourrions peut-être réserver un mercredi pour un échange sur ce thème. Cela éviterait que soient posées des questions à répétition.

**09.05 Paul Magnette**, ministre: J'ai reçu des gens à mon cabinet. Cela vaudrait peut-être la peine que la commission les auditionne. Il serait judicieux que les parlementaires participent au débat sur la définition des critères d'évaluation.

**09.06 Tinne Van der Straeten** (Ecolo-Groen!): Mijnheer de minister, dit is inderdaad een interessanter debat om in de commissie te voeren, veeleer dan over elke individuele maatregel, want dan verzanden wij in discussies over hoeveel CO<sub>2</sub> die of die maatregel heeft opgeleverd.

Ik ben het er met u wel over eens dat het federale niveau zich meer moet concentreren op de methode en op de vraag welke de indicatoren zijn. Daar moet het federale niveau een leidende rol spelen. Dat is wat ontbrak de jongste jaren.

La **présidente**: Nous le proposerons à la commission pour compléter notre agenda.

*L'incident est clos.*  
*Het incident is gesloten.*

**10** Question de Mme Valérie Déom au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la position défendue par la Belgique en matière d'OGM au niveau européen" (n° 9906)

**10** Vraag van mevrouw Valérie Déom aan de minister van Klimaat en Energie over "het door België op het Europese niveau verdedigde standpunt inzake GGO's" (nr. 9906)

La **présidente**: Madame Déom, à votre demande, votre question n° 9907 est retirée.

**10.01 Valérie Déom** (PS): Madame la présidente, monsieur le ministre, la Belgique a délégué un émissaire spécial afin de participer au groupe de travail sur les OGM mis sur pied par la Commission européenne, sur l'initiative de son président. L'objet des réunions du groupe de travail serait de discuter de la politique européenne à mener en matière d'OGM.

Selon l'association "Nature et Progrès", les réunions du groupe de travail ont été convoquées dans la plus grande discrétion, à l'insu de la presse et des citoyens européens ainsi que des différentes associations qui luttent contre les OGM. L'association déplore, dans un communiqué de presse, que l'émissaire belge soit un diplomate qui "ne dispose d'aucune compétence et d'aucune légitimité sur les questions de fond relatives aux OGM". L'association précitée s'étonne également du fait que, semble-t-il, ni les Régions, compétentes en matière d'agriculture, ni le ministre de l'Environnement n'aient été associés à la préparation des réunions du groupe de travail européen.

Par ailleurs, "Nature et Progrès" a adressé un courrier au premier ministre pour faire part des souhaits de l'association concernant la mission du représentant belge. La demande est faite que l'émissaire soit particulièrement attentif à différents points, comme:

- les procédures d'évaluation des risques faites par l'Autorité européenne de sécurité des aliments;
- l'évaluation de l'impact socio-économique de l'introduction d'OGM dans nos sociétés avant de délivrer des autorisations;
- la dénonciation du caractère peu démocratique de l'actuelle procédure d'agrément des OGM par l'Europe.

Monsieur le ministre, dans la foulée de ce communiqué de presse, je m'interroge sur les mécanismes de coopération mis en place entre l'émissaire et le gouvernement et sur la position du gouvernement en la matière. Avez-vous, vous-même, été associé à la préparation de ces réunions? Le représentant belge est-il en contact avec votre cabinet? Enfin, quelle est la position défendue par la Belgique lors de ces réunions du groupe de travail?

**10.02 Paul Magnette**, ministre: Madame la présidente, madame Déom, comme vous le faites remarquer, la Commission, sur l'initiative de son président, a institué un groupe de travail sur les OGM dit "groupe de Sherpas". Les chefs d'État ont été appelés à nommer un haut représentant pour participer à ce groupe de réflexion. Pour la Belgique, c'est le Conseil des ministres restreint et non pas le chef de l'État qui a été chargé de cette nomination.

En outre, un groupe de travail ad hoc sur les OGM a été institué par la présidence française pour préparer les conclusions du Conseil qui ont été approuvées lors du Conseil Environnement du 4 décembre 2008.

La préparation de la position belge a suivi la procédure habituelle, c'est-à-dire qu'elle s'est déroulée dans les réunions de concertation entre les pouvoirs fédéraux et régionaux, dits DGE, organisées par la Direction générale Coordination et Affaires européennes du SPF Affaires étrangères. Deux réunions ad hoc ont été spécialement organisées sur le sujet des OGM durant les vacances d'été.

Bref, l'ensemble des partenaires tant fédéraux que régionaux ont été impliqués dans la définition de la position belge en matière d'OGM.

Sur divers points, un consensus a pu être dégagé, notamment sur le soutien du mandat donné par la Commission à l'EFSA pour compléter les lignes directrices actuelles sur l'évaluation environnementale et sur la nécessité d'approfondir des interactions entre l'évaluation des risques des plants génétiquement modifiés et l'évaluation des pesticides associés à ces plants.

En revanche et à mon grand regret, en ce qui concerne l'intérêt d'une évaluation socio-économique, des divergences notables sont apparues entre les différentes parties intervenantes. Comme il est de coutume lors de ces concertations en vue de définir une position coordonnée, l'absence d'un consensus entraîne la délégation belge à s'abstenir de prendre des positions fermes et donc, à rester en dehors du vrai débat.

Il en résulte qu'au plan européen, nous n'avons pas de voix autorisée sur cet aspect.

**10.03 Valérie Déom (PS):** Monsieur le ministre, votre réponse me rassure en matière de coordination et de concertation par rapport aux autorités. Selon les dires de l'association "Nature et Progrès", quant au statut et à la compétence de la personne qui nous représente, à savoir un diplomate, pouvons-nous savoir de qui il s'agit?

**10.04 Paul Magnette, ministre:** Son nom ne m'a pas été communiqué!

**10.05 Valérie Déom (PS):** Au niveau européen, existe-t-il une concertation avec les associations? Au niveau belge, hormis la concertation institutionnelle, une concertation avec les associations a-t-elle eu lieu?

**10.06 Paul Magnette, ministre:** Ce sujet a été longuement débattu dans nos instances, notamment au Conseil fédéral de développement durable. Un débat relatif aux OGM a lieu depuis assez longtemps. Les associations-coupoles, qui sont le plus souvent consultées par les autorités, y ont évidemment été associées.

*L'incident est clos.  
Het incident is gesloten.*

La **présidente**: La question n° 10171 de M. Brotcorne est retirée.

*La réunion publique de commission est levée à 11.26 heures.  
De openbare commissievergadering wordt gesloten om 11.26 uur.*